

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 28/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT (usine de Xeulilly)

Route de Pierreville
54990 Xeulilly

Références : FR000000000000471
Code AIOT : 0006200725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans l'établissement VICAT (usine de Xeulilly) implanté 16 Route de Pierreville 54990 Xeulilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT (usine de Xeulilly)
- 16 Route de Pierreville 54990 Xeulilly
- Code AIOT : 0006200725
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VICAT exploite une cimenterie sur le site de XEUILLEY qui produit du clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour. A ce titre cette installation est visées par l'annexe I de la directive n° 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté Européenne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité des installations au Plan de Surveillance des émissions
- conformité du Plan de Surveillance et de la surveillance exercée au titre du Règlement 2018/2066 du 19 décembre 2018

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	appareils de mesure pour la	Règlement européen du 19/12/2018, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	quantité de chaux produite		
2	inventaire fin d'année	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 27.1)	Sans objet
3	détermination de la fraction biomasse pour le flux DIB	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 39.2	Sans objet
4	respect des seuils d'incertitude	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 12.1.a)	Sans objet
5	fréquence d'analyse	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 35.1	Sans objet
6	prise en compte de l'humidité dans les analyses	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2019, article 30.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : appareils de mesure pour la quantité de chaux produite

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Intégrité de la méthode et de la déclaration des émissions
Prescription contrôlée : La surveillance et la déclaration des émissions visent le degré de précision le plus élevé possible, sauf si cela n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs.
Constats : Pour déterminer la production de clinker, l'exploitant se base sur une méthode basée sur les quantités de ciment vendues conformément au point 9 de l'annexe IV du règlement 2018/2066 de la Commission européenne. Ces quantités sont mesurées à partir d'un pont de pesage entrée route, un pont de sortie route, un pont de pesage wagon et 5 ponts situés au niveau des silos ciment. Le pont de pesage entrée route sert également à mesurer les quantités de combustible livrées. Tous ces ponts sont soumis aux exigences de la métrologie légale. L'exploitant a présenté les carnets de suivi métrologique des 8 ponts de pesage, faisant tous mention de contrôles conformes de moins d'un an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : inventaire fin d'année

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 27.1)
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des données d'activité
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant détermine les données d'activité d'un flux de l'une des deux façons suivantes: [...] b) par cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte tenu des variations des stocks
Constats : Par sondage, les flux de clinker, déchets mixtes et déchets liquides ont fait l'objet de contrôle.

<p>La quantité de clinker produite est déterminée en outre, à partir de la différence de stock de deux années consécutives. Les stocks de clinker sont évalués à partir de relevés géomètres. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de relevé géomètre de l'année 2022.</p> <p>Pour le flux de déchets mixtes, le niveau de stock est évalué tous les mois par l'exploitant. L'exploitant a déclaré que les capacités de stockage représentaient aux alentours de 2 % de la quantité consommée à l'année. Les niveaux de stock ont donc une faible influence sur le calcul des quantités consommées.</p> <p>Pour le flux de déchets liquides, l'exploitant a déclaré que le combustible était stocké dans des cuves. Un capteur relié à la supervision du site permet de suivre en directe la quantité contenue dans les cuves et donc de déterminer les stocks.</p> <p>Aucune non-conformité n'a été relevée à propos de l'évaluation des stocks.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : détermination de la fraction biomasse pour le flux DIB

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 39.2
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination de la fraction issue de la biomasse et de la fraction fossile
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'en fonction du niveau appliqué, l'exploitant doit effectuer des analyses pour déterminer la fraction issue de la biomasse, il détermine cette fraction issue de la biomasse conformément à une norme pertinente et aux méthodes d'analyse qu'elle prescrit, cette norme et ces méthodes d'analyse devant être approuvées par l'autorité compétente.</p> <p>Lorsque, en fonction du niveau appliqué, l'exploitant doit effectuer des analyses pour déterminer la fraction issue de la biomasse, mais que l'application du premier alinéa n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs, l'exploitant soumet à l'approbation de l'autorité compétente une méthode alternative pour déterminer la fraction issue de la biomasse. Pour les combustibles ou les matières issus d'un procédé de production dont les flux entrants sont connus et traçables, l'exploitant peut fonder cette estimation sur un bilan massique du carbone d'origine fossile et du carbone issu de la biomasse à l'entrée et à la sortie du procédé.</p> <p>La Commission peut fournir des lignes directrices sur d'autres méthodes d'estimation applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses des fractions biomasse des flux de déchets solides et déchets liquides ont été contrôlées. L'exploitant a transmis les rapports d'analyses effectuées en 2023 pour les deux flux. Ces analyses au carbone 14 sont réalisées pour chaque fournisseur.</p> <p>Les fréquences d'analyse sont de 2 à 4 par an pour chaque fournisseur.</p> <p>Les fréquences d'analyse appliquées sont conformes à l'annexe VII du règlement précité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : respect des seuils d'incertitude

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 12.1.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu et présentation du plan de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations, pour chaque flux majeur et mineur, la preuve du respect des seuils d'incertitude définis pour les données d'activité et les facteurs de calcul, le cas échéant, pour les niveaux appliqués définis aux annexes II et IV, et pour chaque source d'émission, la preuve du</p>

respect des seuils d'incertitude définis pour les niveaux appliqués définis à l'annexe VIII, suivant le cas;
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle l'exploitant a présenté le fichier de calcul des incertitudes pour les quantités de clinker produites et pour les déchets solides et liquides.</p> <p>En ce qui concerne le flux de déchets solides, la capacité de stockage est inférieure à 5 % de la quantité consommée. L'article 28.2. du règlement 2018/2066, stipule que si le niveau de stock d'un combustible est supérieur à 5 % de la quantité annuelle consommée alors l'incertitude d'évaluation des stocks doit être prise en compte dans l'évaluation de l'incertitude globale. Le point 3. du même article précise que l'erreur maximal tolérée en service (EMT) admise par la législation nationale relative au contrôle métrologique légale peut être utilisée. Conformément à cet article l'exploitant utilise l'EMT des ponts de pesage.</p> <p>En ce qui concerne le flux de déchets liquides et le flux de clinker, la capacité de stockage est supérieure à 5 % de la quantité consommée, l'incertitude sur l'évaluation des stocks est bien prise en compte dans le calcul de l'incertitude totale.</p> <p>L'examen des calculs d'incertitude n'appelle par de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : fréquence d'analyse

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 35.1
Thème(s) : Risques chroniques, fréquences des analyses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique les fréquences d'analyse minimales indiquées à l'annexe VII pour les différents combustibles et matières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fréquences d'analyses sont de 2 à 4 par an pour chaque fournisseur. Les analyses de la fraction biomasse et les analyses sur les facteurs d'émission (FE) et les pouvoirs calorifique inférieurs (PCI), sont réalisés simultanément. Les rapports d'analyses font ainsi mention des résultats pour la fraction biomasse, le PCI et le FE .</p> <p>Les fréquences d'analyse appliquées sont conformes à l'annexe VII du règlement précité.</p> <p>Le contrôle a porté sur les rapports d'analyses des flux de déchets solides et déchets liquides.</p> <p>Aucune non-conformité n'a été relevée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : prise en compte de l'humidité dans les analyses

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2019, article 30.2
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des facteurs de calcul
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant détermine et déclare toujours les facteurs de calcul en se référant à l'état du combustible ou de la matière qui est utilisé pour les données d'activité correspondantes, c'est-à-dire l'état dans lequel se trouve le combustible ou la matière lors de l'achat ou de l'utilisation dans le procédé responsable des émissions, avant séchage ou autre traitement en vue des analyses de laboratoire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué lors de l'inspection que les combustibles sont toujours considérés humides. Les calculs des émissions sont basés sur les quantités de matières humides pesées par les ponts de</p>

pesage et les facteurs de calcul sur matière brute (humide). Il a été constaté que les rapports d'analyse font bien mention de facteurs d'émission sur matière brute.

Lors de l'inspection, un technicien de laboratoire a été interrogé sur la méthode d'échantillonnage des déchets solides. Il a décrit un mode opératoire préservant l'état du combustible tel qu'il est livré. L'exploitant a présenté une procédure décrivant ce mode opératoire sur les déchets solides. Aucune non-conformité n'a été relevée concernant l'échantillonnage des déchets solides.

Type de suites proposées : Sans suite